

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1423

16 FEVRIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant des Commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné

Nous, Ministre de l'Enseignement et de la Formation,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par les lois du 11 juillet 1973, 17 juin 1982 et 1^{er} août 1988;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, notamment l'article 8, modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 23 avril 1978 et du 18 décembre 1981;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1988, portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 31 mars 1988 et du 25 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 juillet 1989, fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu le protocole du 5 février 1990 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité B — section II;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 22 septembre 1989,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Il est institué une commission régionale dans chaque ressort d'inspection principale de l'enseignement primaire.

Art. 2. La commission régionale a pour mission de réaffecter les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi, soit en procédant à des désignations d'office soit en entérinant les réaffectations opérées spontanément par les pouvoirs organisateurs des écoles. Elle ne peut, en aucun cas, émettre des considérations pédagogiques.

Art. 3. Les membres des personnels et les pouvoirs organisateurs peuvent introduire dans les dix jours de calendrier, un recours contre la décision de la commission régionale auprès du Ministre.

Le recours est non suspensif. Il est adressé à la commission centrale déléguée par le Ministre.

La commission centrale informe la commission régionale concernée du recours et de sa motivation.

La commission régionale peut revoir sa décision.

Si elle fait usage de cette faculté, le recours devient sans objet.

La commission centrale statue au nom du Ministre.

Art. 4. Chaque commission régionale comprend le président, le vice-président, et les membres effectifs. Ils ont tous voix délibérative.

La présidence est assurée par l'inspecteur principal du ressort.

La vice-présidence est assurée par l'inspecteur cantonal qui a l'ancienneté de fonction la plus grande au moment de la constitution de la commission.

En cas d'égalité d'ancienneté entre deux ou plusieurs inspecteurs, c'est le plus âgé qui siège. Le vice-président préside la réunion en cas d'absence du président.

Les membres sont :

un membre de l'inspection cantonale maternelle choisi selon la plus grande ancienneté de fonctions au moment de la constitution de la commission; en cas d'égalité d'ancienneté, c'est le plus âgé qui siège;

un représentant du Conseil central de l'enseignement maternel et primaire catholique;

un représentant de l'Union des Villes et Communes belges;

un représentant, selon l'existence de telles écoles dans le ressort, de la Fédération des écoles libres subventionnées indépendantes;

des représentants de chacune des organisations syndicales reconnues et représentant le personnel enseignant.

Il est prévu un membre suppléant pour chacun des membres représentant l'inspection cantonale maternelle, les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales.

Le mandat des président, vice-président, membres effectifs et suppléants de la Commission est gratuit.

Art. 5. Selon les nécessités, en accord avec les membres de la commission, le président peut avoir recours à des personnes extérieures à titre de consultants. Ces personnes n'ont pas voix délibérative.

Art. 6. Les membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le suppléant achève ledit mandat et un nouveau membre est désigné en qualité de suppléant. En cette circonstance, il est cependant loisible aux organisations syndicales de désigner librement un nouveau délégué effectif.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse de faire partie de la commission.

Art. 7. Le secrétariat des commissions régionales est assuré par un secrétaire désigné par le président parmi les membres de l'inspection cantonale du ressort.

Le secrétaire aide le président dans la préparation des réunions, adresse les convocations et établit un procès-verbal des réunions. Il n'a pas voix délibérative.

Un secrétaire suppléant est également désigné par le président parmi les membres de l'inspection cantonale du ressort.

Art. 8. Le président fixe la date et l'ordre du jour des réunions et convoque la commission soit d'initiative, soit à la demande d'un tiers au moins des membres.

Les convocations sont adressées aux membres au moins huit jours de calendrier avant la date de la séance prévue.

Le président est responsable des archives. Celles-ci sont conservées pendant cinq ans.

Art. 9. Lorsque la commission centrale est saisie d'un recours, elle doit donner suite endéans les quarante jours de calendrier.

Art. 10. Tout membre effectif qui ne peut assister à une séance en avertit le président et invite lui-même son suppléant à participer à la séance.

Art. 11. Pendant les réunions, les membres de la commission doivent pouvoir consulter sur place les documents nécessaires à la prise de décisions. Chaque membre doit pouvoir disposer de la liste reprenant les emplois vacants, les membres du personnel à réaffecter ainsi que des emplois vacants occupés temporairement.

Les membres sont tenus au secret du contenu des dossiers et des délibérations de la commission.

Art. 12. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante. Si un litige intervient en cours de réunion, l'examen d'un cas peut être reporté à huitaine à la demande d'une des parties de la commission régionale de réaffectation. Ce report ne peut toutefois s'opérer qu'une seule fois; l'accord unanime de la commission régionale s'impose pour un second report.

Art. 13. De préférence et selon les possibilités, les commissions régionales se réunissent dans les locaux mis à leur disposition par les bureaux régionaux.

Art. 14. Les présidents des commissions régionales adressent annuellement avant le 15 juillet un rapport d'activité au Ministre qui a l'enseignement fondamental dans ses compétences.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1989.

Art. 16. Le Ministre qui a l'enseignement préscolaire et primaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1423

16 FEBRUARI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot oprichting van Gewestelijke reëffectatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs

Wij, Minister van Onderwijs en Vorming,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973, 17 juni 1982 en 1 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 april 1977, 23 april 1978 en 18 december 1981;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 6 juli 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol d.d. 5 februari 1990 met de besluiten van de onderhandelingen in Comité B — sectie II;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 september 1989,

Besluiten :

Artikel 1. In elk hoofdtoezichtsgebied van het lager onderwijs wordt een gewestelijke commissie ingesteld.

Art. 2. De gewestelijke commissie heeft tot opdracht de personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, te reëffecteren door aanstelling van ambtswege of door bekrachtiging van de reëffectaties die spontaan door de inrichtende besturen werden verricht. De commissie kan evenwel in geen enkel geval pedagogische beschouwingen formuleren.

Art. 3. De personeelsleden en de inrichtende besturen kunnen binnen tien kalenderdagen bij de Minister beroep instellen tegen de beslissing van de gewestelijke commissie.

Het beroep is niet opschortend. Het wordt gericht aan de door de Minister afgevaardigde centrale commissie.

De centrale commissie licht de gewestelijke commissie in over het beroep en de motivering ervan.

De gewestelijke commissie kan haar beslissing herzien.

Indien zij van die mogelijkheid gebruik maakt, wordt het beroep doelloos.

De centrale commissie doet uitspraak in naam van de Minister.

Art. 4. Elke gewestelijke commissie is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de werkende leden die elk stemgerechtigd zijn. De hoofdinspecteur van het toezichtsgebied neemt het voorzitterschap waar. De kantonnale inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit op het ogenblik van de samenstelling van de commissie fungeert als ondervoorzitter.

Bij gelijke anciënniteit twee of meer inspecteurs, heeft de oudste onder hen zitting. Bij afwezigheid van de voorzitter treedt de ondervoorzitter als voorzitter van de vergadering op.

De leden zijn :

een lid van de kantonnale inspectie voor het kleuteronderwijs, met de grootste ambtsanciënniteit op het ogenblik van de samenstelling van de commissie; bij gelijke anciënniteit heeft de oudste zitting;

een vertegenwoordiger van de centrale raad van het katholiek kleuter- en lager onderwijs;

een vertegenwoordiger van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten;

een vertegenwoordiger van de vereniging van de onafhankelijke gesubsidieerde vrije scholen, indien er zulke scholen in het gebied zijn;

de vertegenwoordigers van de erkende vakverenigingen die het onderwijzend personeel vertegenwoordigen.

Er is een plaatsvervangend lid voor elk lid dat de kantonnale inspectie van het lager onderwijs, de inrichtende besturen of de vakverenigingen vertegenwoordigt.

Het mandaat van de voorzitter, ondervoorzitter, werkende en plaatsvervangende leden van de commissie is onbezoldigd.

Art. 5. Indien nodig kan de voorzitter, in overleg met de leden van de commissie, een beroep doen op personen van buiten af om als raadgevers op te treden. Ze zijn niet stemgerechtigd.

Art. 6. De leden worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar. Indien een mandaat openvalt vóór het verstrijken ervan, beëindigt het plaatsvervangend lid dit mandaat en wordt een nieuw plaatsvervangend lid aangesteld. In dit geval staat het de vakverenigingen evenwel vrij, een nieuw werkend lid aan te stellen. Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarin hij benoemd werd, maakt geen deel meer uit van de commissie.

Art. 7. Het secretariaat van de gewestelijke commissie wordt waargenomen door een secretaris, die de voorzitter aanstelt onder de leden van de kantonnale inspectie van het toezichtsgebied. De secretaris staat de voorzitter bij in de voorbereiding van de vergaderingen; hij verstuurt de uitnodigingen en stelt de notulen van de vergaderingen op.

Hij is niet stemgerechtigd.

Onder de leden van de kantonnale inspectiedienst van het toezichtsgebied stelt de voorzitter eveneens een plaatsvervangend secretaris aan.

Art. 8. De voorzitter bepaalt de datum en de agenda van de vergaderingen. Hij roept de commissie bijeen uit eigen beweging of op aanvraag van ten minste één derde van de leden van de commissie. De oproepingen worden ten minste acht kalenderdagen vóór de vastgestelde datum van de vergadering aan de leden toegestuurd.

De voorzitter is verantwoordelijk voor het archief, dat gedurende vijf jaar moet worden bewaard.

Art. 9. Wanneer een beroep bij de centrale commissie aanhangig wordt gemaakt, dient ze binnen veertig kalenderdagen hieraan gevolg te geven.

Art. 10. Elk werkend lid dat verhinderd is om een vergadering bij te wonen, stelt de voorzitter ervan in kennis en verzoekt zelf zijn plaatsvervanger om aan bedoelde vergadering deel te nemen.

Art. 11. Tijdens de vergaderingen moeten de commissieleden alle documenten kunnen raadplegen die voor de besluitvorming noodzakelijk zijn. Elk lid moet kunnen beschikken over de lijst met de vacante betrekkingen, de personeelsleden die voor reffectatie in aanmerking komen en de vacante betrekkingen die tijdelijk bekleed zijn. De leden moeten de inhoud van de dossiers en de beraadslagingen van de commissie geheimhouden.

Art. 12. De beslissingen worden getroffen bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Indien een geschilpunt zich voordoet tijdens de vergadering, kan de bespreking van een geval acht dagen worden uitgesteld, op aanvraag van één der partijen die in de gewestelijke reffectatiecommissie zitting hebben. De bespreking kan slechts éénmaal worden verdaagd : voor een tweede verdaging is een eenparig besluit van de gewestelijke commissie vereist.

Art. 13. De gewestelijke commissies vergaderen, naar gelang van de mogelijkheden, in de lokalen die hun door de gewestelijke bureaus ter beschikking worden gesteld.

Art. 14. De voorzitters van de gewestelijke commissies sturen éénmaal per jaar, vóór 15 juli, een activiteitenverslag aan de Minister die bevoegd is voor het basisonderwijs.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheid het voorschools en lager onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 februari 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE